La Turquie dans l'UE ? Pourquoi ce n'est pas pour demain

mercredi 26 juin 2013, par [Jason Wiels](#)

Si les négociations se débloquent petit à petit, le pays a encore un long chemin à parcourir avant de faire partie du club des pays européens.

Au même titre que les projets d'unions politique et militaire, l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE) constitue un des serpents de mer de l'histoire communautaire. Il y a plus de cinquante ans que la Turquie tente de se rapprocher de son voisin occidental, elle qui a un pied à l'Ouest, l'autre en Asie. Dès 1963, le pays a signé un accord d'association avec ce qui n'était que la CEE. Depuis, les progrès sont réels, mais lents, et tout porte à croire que le temps reste le meilleur allié d'Ankara devant l'ampleur de la tâche encore à accomplir.

Au même titre que les projets d'unions politique et militaire, l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE) constitue un des serpents de mer de l'histoire communautaire. Il y a plus de cinquante ans que la Turquie tente de se rapprocher de son voisin occidental, elle qui a un pied à l'Ouest, l'autre en Asie. Dès 1963, le pays a signé un accord d'association avec ce qui n'était que la CEE. Depuis, les progrès sont réels, mais lents, et tout porte à croire que le temps reste le meilleur allié d'Ankara devant l'ampleur de la tâche encore à accomplir.

Preuve de cette politique d'intégration des (*tout*) petits pas : [l'Europe a acté ce mardi l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociations avec la Turquie](#), mais les discussions sur le sujet (« *la politique régionale* ») ne débiteront qu'en automne. Une façon de « *punir* » le premier ministre [Erdogan pour sa répression violente des manifestants](#) au début du mois. Une [décision prise aussi sous la pression des conservateurs allemands](#), qui souhaitaient renvoyer ce débat après les élections législatives outre-Rhin. Aujourd'hui, sur 35 chapitres, qui sont autant de conditions pour adhérer à l'UE, seuls 13 sont ouverts et un seul a été provisoirement clos (*celui intitulé « science et recherche »*).

Une avancée très modeste, alors que la candidature de la Turquie est officiellement reconnue depuis 2005. À titre de comparaison, la Croatie, candidate à la même date, a déjà rempli tous ses objectifs et entrera dans l'Union le 1^{er} juillet. « *Nous sortons quand même d'une période de trois ans pendant lesquels aucun chapitre n'a été ouvert à cause des veto de la France - NDLR : levé en janvier 2013 - et de Chypre. Cette nouvelle phase est donc une bonne chose, car elle correspond aux aspirations exprimées dans la rue par la population* », se réjouit Hélène Flautre, députée européenne EELV et présidente de la commission UE-Turquie.

Les points qui fâchent

Chaque année, la direction de l'élargissement de la Commission européenne fait un bilan d'étapes des progrès du pays sur des dizaines de critères (*économiques, politiques, juridiques, etc.*). Dans sa dernière édition, le [rapport souligne les nombreux dossiers sur lesquels la Turquie](#) traîne les pieds. Les plus sensibles sont les plus connus : la question des minorités kurdes et arméniennes ou encore le refus d'Ankara de reconnaître Chypre, dont la partie nord est occupée par l'armée turque, comme un pays souverain. « *Des efforts importants doivent être consentis dans la plupart des domaines, en particulier en ce qui concerne la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'association et la liberté de culte* », insistent les auteurs du rapport. Ils soulignent également les progrès limités en matière de « *lutte contre*

la corruption » ou d'« accès à la justice ».

La réécriture de la Constitution, actuellement à l'étude, est donc un enjeu de taille. Il faut passer d'un « *État trop protégé* » à un « *État plus protecteur pour ses citoyens* », pointe la députée européenne. Selon Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul, la Turquie pêche sur deux autres points cruciaux : la gestion urbaine - [le conflit né de la place Gezi](#) en est une illustration frappante - et l'environnement. « *Le miracle turc, c'est aussi un mode de développement où l'externalisation négative est la règle* », explique-t-il. Autrement dit, la qualité de l'air et la lutte contre le changement climatique sont, jusqu'alors, le cadet des soucis du pouvoir turc.

Erdogan l'équilibriste

Depuis dix ans qu'il est aux manettes, Recep Tayyip Erdogan suit un agenda politique qui ne met pas toujours son pays sur les rails de l'intégration. Certes, il est l'homme qui a tapé du poing sur la table en 2005 pour dire que son pays avait assez attendu. Après les âpres négociations qui ont ouvert définitivement la voie à l'adhésion, il était revenu dans son pays en « *conquérant de l'Europe* ». Mais le Premier ministre est aussi l'homme du retour du voile pour les femmes à l'université, dans un pays de tradition laïque. Et cela, au risque d'irriter des opinions européennes plutôt fermées à l'entrée de la Turquie dans l'UE, comme en France, en Allemagne ou en Autriche.

Un paradoxe qui s'explique par la satisfaction de la base électorale de son parti, l'AKP (*islamisme modéré*). Soutenu par des citoyens plutôt modestes et aux valeurs conservatrices, Erdogan doit leur donner des gages... même s'ils entrent en contradiction avec la feuille de route européenne. « *Il joue l'inclusion symbolique, par la religion ou un ultranationalisme, auprès d'une population qui n'est pas aussi bien incluse économiquement que les élites du pays* », commente Jean-François Pérouse.

Encore cinquante ans de négociation ?

La Turquie, du haut de ses 75 millions d'habitants, reste un morceau de taille que les 27 (*bientôt 28 avec la Croatie*) doivent digérer. Le choc d'absorption se joue donc dans les deux sens, et à l'heure où l'Europe patine, il est clair que l'entrée de ce géant ne fait pas partie des priorités des gouvernements continentaux. Côté turc, l'Europe fait d'ailleurs moins rêver qu'avant : en crise, divisée, si ce n'est pas encore l'enfer, elle est loin désormais d'incarner la terre promise. « *La Turquie a désormais un solde migratoire positif vis-à-vis de l'Allemagne, comme le Maroc avec l'Espagne, c'est dire...* », souligne Hélène Flautre.

« *L'honneur et la respectabilité internationale de la Turquie sont tout de même en jeu, rappelle Jean-François Pérouse. Et, pour les minorités, l'accès à l'Europe est la plus forte garantie de protection et de respect de leurs droits.* » Dans les médias turcs, on évoque désormais 2023 comme date éventuelle d'une adhésion définitive. Une hypothèse un brin optimiste, même si elle serait un beau symbole pour fêter les cent ans de la République de Turquie.

Sources

[La Turquie dans l'UE ? Pourquoi ce n'est pas pour demain](#)

Le Point.fr - par Jason Wiels - Publié le mercredi 26 juin 2013